

Soutien aux résidents de tous les foyers transformés en résidences «sociales» dans leur juste demande de cuisines collectives.

Nous demandons un rendez-vous avec Madame la Maire et les responsables politiques de la Ville de Paris pour discuter de leur position sur la question.

**RASSEMBLEMENT
à l'occasion du Conseil de Paris
Parvis de l'Hôtel de Ville
mercredi 13 décembre 2017 à partir de 16h30**

Depuis trois ans maintenant et à travers toute l'Île-de-France, dans les foyers de travailleurs immigrés transformés en résidences sociales, les gestionnaires réduisent les espaces collectifs à la peau de chagrin et refusent d'aménager des cuisines collectives.

En banlieue - aux foyers par exemple de Pierrefitte, Aulnay-sous-Bois, Noisy-le-Grand, et à Paris, aux foyers de Riquet (Paris 19ème), Chevaleret et Massena (Paris 13ème), Saint Just (Paris 17ème) les réhabilitations ne prévoient aucun espace pour prendre des repas collectivement. Au foyer Claude Tillier (Paris 12ème) le restaurant ouvert en grande pompe par Bertrand Delanoé lui-même en 2012 a été fermé par Coallia avec une réouverture annoncée, et jamais effectuée. Au foyer Muriers (Paris 20ème) Coallia a fermé le restaurant aux résidents et aux habitants du quartier, l'utilisant uniquement pour préparer des repas pour ses centres d'hébergement. Cela pourrait être assimilé à un détournement de subventions publiques ! Le foyer Fort de Vaux (Paris 17ème) dispose d'un restaurant social équipé et prêt à fonctionner. Adoma en a bloqué l'accès depuis deux ans maintenant pour le mettre au service du chantier de construction d'un autre immeuble voisin !

Le Conseil d'Administration d'Adoma déclare ne plus vouloir aménager ni restaurant social ouvert sur le quartier ni cuisine collective réservée aux seuls résidents. Nous avons demandé des rendez-vous pour discuter avec les membres de ce C.A. à propos de ce positionnement et sur ses conséquences sociales - que nous pouvons espérer qu'ils ignorent.

Mais nous ne comprenons pas pourquoi la Ville de Paris soutient Adoma et les autres gestionnaires dans leurs refus têtus. Les résidents des foyers de travailleurs immigrés sont en majorité issus des pays de l'Afrique de l'ouest. La Ville ne l'ignore pas. Ils ont l'habitude pour des raisons économiques, pour échapper à leur condition de célibataires forcés loin de leurs femmes et enfants et pour maintenir une vie solidaire au sein de leurs communautés, de cotiser, de préparer et de manger des repas collectivement. Ce mode de vie solidaire non seulement est complètement légitime, mais il est nettement plus favorable au maintien des liens sociaux et du « mieux vivre ensemble » que le « chacun pour soi » qu'encouragent les plaques électriques posées sur les frigos, tels que les gestionnaires et les pouvoirs publics les imposent.

Or depuis quelque temps, dans les réunions des comités de pilotage, les deux représentants de la Direction du Logement et de l'Habitat soutiennent systématiquement les refus des gestionnaires. Pourtant pendant la mandature de Bertrand Delanoé, la Ville soutenait la demande des résidents pour des lieux de cuisine collective, allant jusqu'à les imposer auprès des gestionnaires rétifs.

On ne sait pas quelle est la politique actuelle de la Ville sur la question ; l'assistante de l'adjoint en charge du logement (qui fait le mort devant nos nombreuses demandes de rendez-vous) garde le silence dans les réunions des comités de pilotage. Les assistantes de la maire adjointe chargée des relations avec les immigrés hors UE ne participent même plus à ces réunions. Pourtant cette adjointe avait commencé son mandat en convoquant une réunion large des délégués des foyers pour discuter l'ensemble des problèmes, pour voir comment allait s'appliquer le protocole promu par la Ville gouvernant les élections des comités de résidents et le fonctionnement des conseils de concertation. Elle nous annonçait aussi la constitution auprès de chaque Mairie d'arrondissement d'un groupe de suivi des réhabilitations. Cette réunion devait être suivie d'autres, mais depuis... silence radio !

Est-ce que la Ville de Paris a changé de cap et remisé l'économie sociale et solidaire à la corbeille ? Est-ce que la Ville de Paris a décidé de pratiquer le « mieux vivre ensemble » en excluant le mode de vie collectif et solidaire des travailleurs immigrés des foyers ?

Nous demandons à la Ville de Paris des explications. Nous demandons à la Ville de Paris de mettre en pratique le « mieux vivre ensemble » et de soutenir les demandes de vie collective et solidaire des résidents des foyers.

Faire la cuisine ensemble, manger ensemble, pouvoir y accueillir des invités (fonctions cuisine et salle à manger dans un appartement où l'on vit sa vie d'adulte), pouvoir dégager une partie de son salaire pour soutenir les projets de développement dans les régions d'origine, disposer de lieux corrects et suffisamment grands pour les réunions d'entraide et pour la formation, disposer de lieux de convivialité, en particulier pour les plus âgés et les retraités... cela fait partie du « mieux vivre ensemble » que la Ville de Paris doit promouvoir.

RASSEMBLEMENT
à l'occasion du Conseil de Paris
Parvis de l'Hôtel de Ville
mercredi 13 décembre 2017 à partir de 16h30

Coordinations des délégués des foyers Adoma, Coallia, Comités de résidents Adef et Le Richemont, soutenus par

Copaf (Collectif pour l'Avenir des Foyers), Droit au Logement, LDH 18 /19 /20, LDH 93, militants et associations du quartier, réseaux 18^e et 20^e ...

Pour contact : copaf@copaf.ouvaton.org :Tél 06 87 61 29 77 - 06 48 51 87 37 - 06 75 01 30 49